

### Les Français, les élections municipales et les dépenses de leur commune

Etude *Harris Interactive* pour *LCP*

*Enquête réalisée en ligne du 11 au 13 mars 2014. Echantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée d'au moins 18 ans, à partir de l'access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d'habitation de l'intervisé(e).*

\*\_\*

Dans la perspective des prochaines **élections municipales**, Harris Interactive réalise pour LCP-AN une **enquête barométrique hebdomadaire** auprès d'un échantillon représentatif de Français. Ce baromètre permettra de suivre le regard porté sur cette échéance par les personnes inscrites sur les listes électorales dans les communes d'au moins 1 000 habitants<sup>1</sup>, qui partagent un même mode de scrutin : quel **intérêt** ces personnes expriment-elles pour les élections municipales ? Combien indiquent leur **intention de se déplacer aux urnes** ? Pour quelle liste les électeurs **voteraient-ils aujourd'hui**, dans l'hypothèse où toutes les forces politiques seraient présentes de façon autonome dans leur commune ? Quels seraient les **éléments structurants de leur choix de vote** ?

La deuxième vague de ce baromètre, réalisée du 11 au 13 mars, était également l'occasion d'interroger plus spécifiquement les électeurs sur la question des finances publiques locales. En effet, **les impôts locaux et les dépenses de la municipalité** avaient été désignés la semaine dernière par les Français comme les deux thématiques les plus prioritaires pour l'équipe municipale de leur commune dans les années à venir : 55% jugeaient chacune de ces thématiques « tout à fait prioritaire ».

<sup>1</sup> Dans le cadre de ce document, l'expression « les Français » désigne les personnes inscrites sur les listes électorales dans une commune d'au moins 1 000 habitants.

## Que retenir de cette enquête ?

- **L'intérêt des Français** résidant dans des communes d'au moins 1 000 habitants **pour les prochaines élections municipales à 10 jours du scrutin se maintient à un niveau élevé (74%)**, voire se renforce sensiblement par rapport à la dernière vague d'enquête<sup>2</sup>, 34%, +3 points affirmant même être « beaucoup » intéressés. 26% des électeurs indiquent au contraire ne pas s'intéresser à ce scrutin, dont 5% déclarant n'être « pas du tout » intéressés. Le clivage générationnel demeure, les plus âgés se montrant toujours plus attentifs à cette échéance que les plus jeunes (91%, +6 points, chez les 65 ans et plus contre 59% chez les 18-24 ans, 67% chez les 25-34 ans), avec toutefois un sursaut d'intérêt non négligeable de ces derniers par rapport à la dernière vague d'enquête (+11 points et +6 points respectivement au sein de ces deux tranches d'âge).
- A l'issue d'une séquence où l'intégrité ou la sincérité de certains responsables politiques de Gauche comme de Droite a été remise en question, on observe un **léger recul des intentions de vote en faveur de l'UMP et surtout du Parti socialiste pour les prochaines élections municipales**. A l'échelle de la France entière, dans l'hypothèse où l'ensemble des listes seraient présentes dans chaque commune d'au moins 1 000 habitants, les **listes de l'UMP ou Divers Droite** recueilleraient 35% des votes exprimés (-1 point), tandis que les **listes du Parti socialiste ou Divers Gauche** rassembleraient 30% des suffrages (soit -3 points). Les autres formations politiques bénéficient de cette dynamique, même si aucune ne rassemble plus de 9% des voix : 9% pour le Front National (+1 point), 6% pour **Europe Ecologie Les Verts** (+2 points), 6% pour « l'Alternative » **MoDem/UDI** (+1 point), 6% également pour le **Front de Gauche** (stable). Enfin, seul 1% des suffrages exprimés va à une liste **d'extrême-Gauche** (-1 point) quand 7% citent une autre liste (+1 point). Rappelons qu'il s'agit ici d'un rapport de forces exprimé aujourd'hui au niveau national, n'ayant aucune fonction prédictive.

---

<sup>2</sup> Enquête Harris Interactive pour LCP, réalisée en ligne du 04 au 06 mars 2014 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée d'au moins 18 ans. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

- La hiérarchie des motivations de choix de vote des habitants des communes d'au moins 1 000 habitants pour ces élections municipales reste inchangée par rapport à l'enquête précédente. **Les considérations locales s'imposent largement sur les enjeux nationaux** (en recul de 4 points à 44%). Les enjeux locaux (90%, stable), les projets portés par les candidats (90%, +2 points) et le bilan du maire sortant (87%, + 3 points) apparaissent comme les éléments les plus structurants pour les électeurs, notamment pour les proches de la Gauche. Les Français accordent également une importance non négligeable à la personnalité des candidats (81%, +2 points). Enfin, **l'étiquette politique** des candidats (64%, -1 point) et surtout les **enjeux nationaux** (44%, - 4 points) émergent comme des critères de choix plus secondaires et en baisse, tout en conservant un score élevé et majoritaire auprès des électeurs de **l'UMP** ou du **Front National**.
- Dans l'enquête Harris Interactive pour LCP réalisée la semaine dernière, les Français désignaient nettement la question des **finances publiques locales** comme principale priorité de leur équipe municipale pour les années à venir : 55% jugeaient à la fois que les thématiques des « dépenses de la municipalité » et des « impôts locaux » étaient des enjeux tout à fait prioritaires. Interrogés plus spécifiquement cette semaine sur leur perception des dépenses de leur commune, **les Français sont 61% à se déclarer satisfaits** de la politique menée au cours de ces dernières années par l'équipe municipale en ce qui concerne la gestion des dépenses et des recettes de votre commune, quand 39% indiquent au contraire ne pas être satisfaits. La satisfaction dans ce domaine semble être **plus prononcée parmi les habitants des communes de taille petite ou moyenne** (de 2 000 à 20 000 habitants : 65% satisfaits) que parmi les habitants des communes plus grandes (de 20 000 à 100 000 habitants : seulement 54% satisfaits). En mineur, les personnes habitant une commune dont le maire est de Gauche sont légèrement moins satisfaites que la moyenne : 46% « pas satisfaits ».
- Il existe un **consensus entre les personnes habitant des communes de plus de 1000 habitants sur la nécessité de ne pas augmenter les impôts locaux, ni les dépenses de leur municipalité** : dans un cas comme dans l'autre, environ six personnes sur dix souhaitent les réduire, quand environ quatre personnes sur dix préfèrent les maintenir à leur niveau actuel. Cet enjeu suscite un fort clivage politique : **l'électorat de Gauche se montre moins enclin que la moyenne à vouloir réduire les dépenses de la municipalité** (seulement 39% parmi les électeurs Front de Gauche, 43% parmi ceux du

Parti socialiste), contrairement aux électeurs du Centre (68%), de l'UMP (62%) et du Front National (63%). En revanche, la **perspective de réduire les impôts locaux** est certes particulièrement approuvée par les électeurs frontistes (76%), mais elle est également **partagée par les électeurs Front de Gauche** (62%), de l'UMP (61%) et dans une moindre mesure par l'**électorat PS** (53%). Soulignons que les électeurs centristes sont minoritaires (39%) à souhaiter une réduction des impôts locaux, sans doute dans un souci d'équilibre des comptes publics.

- Parmi les différentes pistes envisageables, **les personnes souhaitant réduire les dépenses de la municipalité se montrent largement favorables à la réduction de frais de fonctionnement sans doute associés au train de vie des élus**, qu'il s'agisse des frais liés aux événements publics de la municipalité (84% favorables) ou des indemnités des élus (84% également). Ces personnes souhaitant réduire les dépenses de leur commune sont également 71% à se déclarer favorables à la vente de certains bâtiments ou terrains municipaux. En revanche, même au sein de ce socle spécifique d'habitants souhaitant réduire les dépenses de leur commune, **d'autres mesures font davantage débat**: le fait de réduire le nombre d'employés municipaux (63% favorables), de réduire les subventions accordées à des associations (51%) ou d'augmenter le nombre d'heures travaillées par les employés municipaux sans augmenter leur salaire (50%). Enfin, sont **nettement rejetées** les perspectives de réduire les frais liés au réseau de télécommunications (seulement 34% favorables), de réduire l'entretien de l'espace public (31% favorables) et plus encore de réduire les services proposés par la commune (23%). Ainsi, **y compris pour les personnes souhaitant une réduction des dépenses de la municipalité, les administrés ne sont pas prêts à voir diminuer la qualité des services et infrastructures proposés par leur commune**. Notons toutefois que les électeurs de l'UMP souhaitant réduire les dépenses de leur commune portent un regard plus favorable sur les propositions associées aux employés municipaux et à la vente de bâtiments ou terrains communaux, quand les électeurs frontistes envisagent davantage de réduire le montant des subventions (75% favorables) ou l'entretien des réseaux de communication (46%).

\*\_\*\*

***Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.***

***A propos de Harris Interactive***

Harris Interactive est un acteur historique du marché des études et le Groupe est présent dans le monde entier. La structure française, dirigée par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.

Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur [www.harrisinteractive.fr](http://www.harrisinteractive.fr), [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#).

**Contacts :**

**Harris Interactive en France :**

Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier - 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 - [llavernhe@harrisinteractive.fr](mailto:llavernhe@harrisinteractive.fr)

Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - [jdlevy@harrisinteractive.fr](mailto:jdlevy@harrisinteractive.fr)

